

Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69003 LYON

LYON, le 13/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRANSPORTS B. MICHAUD

3 RUE DE CHALON
69007 LYON 07

Références : PNE 2022-088

Code AIOT : 0056901167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement TRANSPORTS B. MICHAUD implanté 3 RUE DE CHALON 69007 LYON 07. L'inspection a été annoncée le 16/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au vu de la nature des produits stockés, de la configuration du site et de la proximité de la darse, il y a lieu d'examiner les dispositifs qui permettraient d'empêcher le déversement des eaux d'extinction dans la darse en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS B. MICHAUD
- 3 RUE DE CHALON 69007 LYON 07
- Code AIOT : 0056901167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TRANSPORT MICHAUD a pour activité principale le transport de produits et de marchandises.

Sur le site du Port Édouard Herriot, la société TRANSPORT MICHAUD exploite une plate forme multi modale de transit de produits minéraux ou combustibles (coke de pétrole, magnétite et de sel de déneigement). Le produit livré en vrac par voie fluviale repart en vrac sur route. Dans l'établissement sont également exploités un atelier mécanique, une station de lavage de poids

lourds et une station de distribution de carburant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Gestion des effluents
- Gestion des eaux pluviales
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Alimentation en eau	AP Complémentaire du 04/09/2008, article 5.1	/	Sans objet
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 43	/	Sans objet
6	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
7	Analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 7.8	/	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 1.2	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
4	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 18	/	Sans objet
8	Retention des eaux d'extinctions d'incendie	Autre du 29/08/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit améliorer le traitement des eaux pluviales réceptionnées sur les voiries et examiner les moyens de confiner sur site les eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Suites de l'inspection du 02/07/2020Déclaration de modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation,
Constats : L'examen de la situation administrative confirme que l'établissement est soumis à : <ul style="list-style-type: none">- Autorisation pour le dépôt de houille (rubrique n° 4801) en raison de la présence de 5000 t de coke de pétrole- Déclaration pour le transit de produits minéraux (rubrique n° 2517) en raison de la présence de 10 000 t de sel et de 5 000 t de magnétite sur une surface supérieure à 5 000 m². A noter par ailleurs que les activités suivantes, classables au titre des ICPE sont exercées sur le site sous le seuil de classement : <ul style="list-style-type: none">- rubrique n° 2930 - Atelier de réparation et d'entretien de véhicules comprenant une station de lavage PL d'une surface de 900 m²- rubrique n° 1435 - station service de distribution de carburant pour un volume de 432 m³ de gazole délivré en 2021- rubrique n° 1436 - Liquide de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C pour un volume de 50 m³ de gazole présent sur site Le jour de l'inspection, l'activité principale est le transit de matériaux livrés en vrac par voie fluviale (coke de pétrole, sel de déneigement et magnétite) et réexpédiés vers les clients par camion. Les produits stockés, assujettis aux marchés conclus par l'entreprise, sont susceptibles d'évoluer. L'exploitant doit tenir l'inspection informée des changements d'activités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux demandé suite à la dernière inspection a été transmis. Ce plan présente un zonage des secteurs collectés et propose un échéancier de mise en place de dispositifs de traitement. La réunion sur site effectuée le 7 septembre 2022 avec le service du Grand Lyon chargé des rejets non domestiques a permis de confirmer la présence des regards sur site et les points suivants : - Les eaux de la station de lavage des PL et les eaux pluviales collectées au niveau de l'aire de distribution de carburant sont dirigées vers le réseau public après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. - Les eaux pluviales potentiellement polluées collectées sur une partie des aires de circulation (zones 1 et 2) sont dirigées vers la darse après traitement au moyen de 2 séparateurs à hydrocarbures - Les eaux pluviales potentiellement polluées collectées sur les autres voiries et sur les aires de stockage de stockage aérien de sel et de coq de coq de pétrole (zones 3, 4 et 5) sont dirigées vers la darse sans traitement ou infiltrées sur la parcelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2008, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée.
Constats : La station de lavage est alimentée par l'eau d'un forage implanté sur site. Le compteur est en place au niveau de la cuve d'alimentation de la station de lavage n'est pas relevé ; les consommations d'eau prélevées par pompage ne sont pas connues. De plus, le réseau d'alimentation de la station de lavage permet de by-passer le compteur. Un compteur doit être mis en place au niveau du forage et relevé régulièrement. Le réseau doit être équipé de bouchons pour empêcher toute possibilité de by pass du compteur. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs de l'intervention réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents de la station de lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les eaux sanitaires des bureaux, les effluents de la station de lavage des PL et les eaux pluviales collectées au niveau de la station de distribution de carburant sont dirigés vers le réseau public unitaire après traitement dans un décanteur. Les justificatifs d'entretien ont été présentés (cf constat n° 6) La mise à jour de la convention de rejet avec le gestionnaire du réseau aval en cours a donné lieu à une visite des installations commune avec le Grand Lyon le 7 septembre 2022. Le contrôle des effluents avant rejet n'est pas réalisé ; l'exploitant respectera les dispositions de l'autorisation de rejet sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p>
<p>Constats : Les justificatifs d'entretien suivants ont été transmis par l'exploitant ; Un bon d'intervention du 23/12/2021 émis par la société SOGEDAS Assainissement accompagné d'un Bordereau de suivi de déchets dont l'installation de destination n'est pas renseignée Un Bordereau de suivi de déchets du 02/08/2022 indiquant la société SCORI Sise à Givors comme "Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue" non renseigné par l'installation de destination.</p> <p>Ces justificatifs ne sont pas complètement renseignés et ne permettent pas de confirmer que les déchets ont été éliminés dans les filières réglementaires. L'exploitant doit conserver les justificatifs d'entretien et d'intervention sur les trois dispositifs de traitement présents sur site. Il doit mieux tracer les interventions réalisées et justifier de l'élimination finale des déchets dans les filières réglementaires. En particulier, l'exploitant transmet à l'inspection la justification de l'élimination finale des déchets issus du curage réalisé le 02/08/2022.</p> <p>De plus, les constatations de terrain confirment que la canalisation des effluents de la station de lavage est très encombrée. Il y a lieu d'améliorer l'entretien des réseaux par exemple en augmentant la fréquence ou le contenu des interventions.</p> <p>L'exploitant doit adapter la fréquence de curage et tracer précisément les interventions réalisées sur le curage des réseaux et des débourbeurs. L'exploitant tient l'inspection informée des actions qu'il engage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le coke de pétrole, le sel de déneigement sont susceptibles de polluer les eaux pluviales réceptionnées sur le site. Les eaux pluviales réceptionnées sur les surfaces de stockage de ces produits sont rejetées vers la darse sans traitement ou infiltrées sur la parcelle. Les points de rejet dans la darse, possiblement situées sous l'eau, ne sont pas visibles.</p> <p>L'exploitant qui s'est engagé suite à la dernière inspection sur un programme de mise en conformité prévoit la mise en place d'un réseau de collecte et de dispositifs de traitement sur les points de rejet non traités actuellement ; la question du confinement des eaux d'extinction d'incendie doit être prise en compte dans les travaux de mise en conformité.</p> <p>En l'absence d'analyse, la qualité des rejets n'est pas connue.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1996, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eau pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eau pluviales doivent faire l'objet d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse des rejets n'est pas réalisée.</p> <p>L'exploitant doit réaliser des analyses sur les paramètres visés au 7.8 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1996.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Retention des eaux d'extinctions d'incendie

Référence réglementaire : Autre du 29/08/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Confinement des eaux d'extinctions en cas d'incendie
Constats : La configuration du site et les dispositifs en place indiquent que les eaux d'extinction en cas d'incendie sont susceptibles de s'écouler directement dans la darse et conduire à une pollution du milieu. L'exploitant doit prévoir les équipements qui permettent de confiner les eaux d'extinction sur site par exemple via un merlon ou la mise en place d'obturateurs en amont des points de rejet. L'exploitant tient l'inspection informée des actions qu'il engage sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le registre des déchets est tenu à jour. Des déchets en attente d'évacuation sont stockés à l'arrière du bâtiment à proximité de la darse. A noter en particulier la présence d'un fût de 200 l stocké sans rétention et susceptible de conduire à une pollution des eaux ou du sol et, plusieurs bombonnes de gaz. Les déchets doivent être stockés à l'abri et régulièrement évacués ; en particulier les déchets susceptibles de conduire à une pollution des eaux ou du sol. Les justificatifs d'éliminations sont tenus à la disposition de l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

